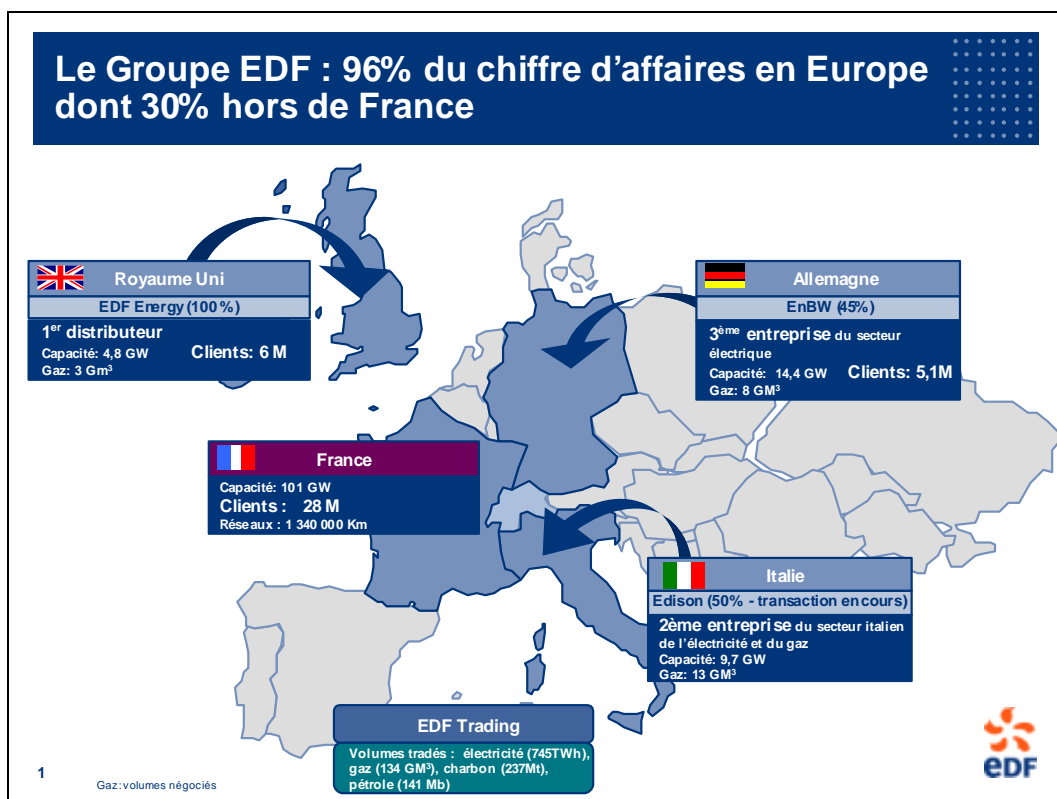


Discours du Président d'EDF devant le Premier Ministre en date du 24 octobre 2005



Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs

Je tiens à vous dire d'abord combien le contrat que nous signons aujourd'hui est pour nous tous, hommes et femmes d'EDF, un témoignage de confiance et un motif de fierté.

Avant de vous préciser les investissements prévus par le Groupe EDF et d'évoquer le Contrat de Service Public, je voudrais vous rappeler notre projet industriel.

Je l'inscrirai dans une perspective non seulement française, mais aussi européenne, car, aujourd'hui, l'enjeu du Groupe est bien européen. La carte que vous voyez en témoigne, avec le quart des clients du groupe et plus de 30 % de son chiffre d'affaires en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie.

De plus, et c'est une nouvelle essentielle, nous sommes dans un contexte de croissance des besoins énergétiques, dans lequel EDF doit et peut, à nouveau, tenir son rang de leader.

La croissance d'EDF en Europe est nécessaire

1. Après des années de surcapacité structurelle, le besoin de capacités nouvelles s'impose de nouveau en Europe.
2. L'Europe est par ailleurs confrontée à la forte hausse du prix des hydrocarbures et aux coûts des mesures environnementales. Dans ce contexte, les choix énergétiques de la France relatifs à l'option nucléaire et la compétitivité du parc de production d'EDF sont de formidables atouts.
3. Enfin, l'ouverture des marchés de l'énergie en Europe entraîne une profonde restructuration du secteur, avec l'émergence de leaders de dimension européenne.
4. Dans un tel mouvement, celui qui n'avance pas recule. EDF doit participer à la croissance européenne pour demeurer dans le peloton de tête.

Les atouts d'EDF aujourd'hui

- Un parc de production compétitif fortement axé sur le nucléaire et l'hydraulique
- Une large base de clientèle de plus de 36 millions de clients en Europe, dont plus de 28 millions en France
- Des activités de réseaux intégrées
- Une base européenne à fort potentiel de développement et d'intégration
- Des salariés dont les compétences et l'attachement à l'entreprise sont connus et reconnus
- Une situation financière en redressement

2



Face à ces enjeux, la croissance d'EDF en Europe et en France est dorénavant possible.

1. Nous disposons d'atouts uniques en France et en Europe

1. le plus beau parc de production du monde : EDF est le leader mondial du nucléaire, avec 58 centrales nucléaires et plus de 1 000 années réacteurs sans incident notable ; EDF dispose d'une base hydraulique de tout premier plan. Ces moyens de production assurent à EDF et à la France une compétitivité accrue et durable dans le contexte actuel de hausse des prix des combustibles fossiles et de lutte contre l'effet de serre,
2. la plus grande base de clientèle en Europe, avec plus de 36 millions de clients dont environ 28 millions en France, qui assure un débouché naturel de la production d'EDF,

3. des réseaux de distribution et de transport performants, au service de la collectivité : le réseau français est le plus vaste d'Europe, c'est également l'un des plus performants,
4. une position significative dans les 4 plus grands marchés européens, sans équivalent chez nos principaux concurrents ; EDF Energy est le premier distributeur au Royaume-Uni,
5. et enfin, les hommes et les femmes du Groupe, dont l'attachement à l'entreprise, les compétences, la capacité de mobilisation et le sens des responsabilités sont connus et reconnus.

2. L'entreprise a retrouvé des marges de manœuvre

1. le redressement financier opéré ces derniers mois est significatif ; ainsi les passifs, notamment étrangers, sont entièrement soldés,
2. les premiers effets du programme d'amélioration de la performance commencent à porter leurs fruits,
3. le désengagement des activités ou actifs non stratégiques est en marche : Edenor en Argentine, les centrales de Suez et Port Saïd en Egypte et des discussions engagées au Brésil,
4. le financement des retraites est désormais assuré et pris en compte dans le bilan du Groupe.

Vous le voyez,

le contexte est porteur ; l'entreprise est en ordre de marche ; et nous connaissons notre route : c'est notre projet industriel.

EDF, acteur majeur du marché européen

Les trois axes majeurs du projet industriel du Groupe

- Développer et consolider une base France solide et compétitive
- Construire un groupe européen intégré (France, Royaume Uni, Allemagne et Italie)
- Améliorer la performance

3



3. EDF a en effet un projet ambitieux en Europe et en France. Nous prévoyons d'investir 40 Md€ pour la période 2006-2010 (soit sur 5 ans).

1. 30 Md€ seront engagés sur les trois années 2006, 2007 et 2008.
2. Ce montant est comparable à celui des plus grandes entreprises du CAC 40.
3. Cet effort dépasse en rythme annuel de près de 30 % celui annoncé par E.On, autre leader européen de l'énergie, qui a produit son effort ces dernières années.
4. Il marque une reprise très forte des investissements après:
 - 3 ans d'interruption des investissements de développement,
 - 10 ans sans investissements de production,
 - une baisse continue des investissements dans les réseaux, - 15 % sur la période 2002 – 2004.

4. Nous avons déjà démarré la mise en œuvre de ce projet de développement ambitieux avec notamment

1. les décisions dès fin 2004 sur l'EPR, avec le choix du site de Flamanville, et sur l'hydraulique, avec le projet de Gavet,
2. la signature d'un accord en Italie sur EDISON qui nous permet d'en devenir l'actionnaire industriel de référence au côté de notre partenaire AEM Milan,
3. l'accord trouvé en Suisse, qui pérennise notre position d'actionnaire industriel dans la société ATEL et renforce la présence d'EDF dans un pays qui joue un rôle de plaque tournante au cœur des réseaux électriques européens.

Ce projet est ambitieux. Il sert le rayonnement de notre pays en confortant le rôle de leader d'EDF en Europe. Il est en cela fidèle à notre histoire. Il l'est d'autant plus qu'il intègre un important programme de service public, objet de notre contrat, que renforce un solide programme d'investissements en France.

Le contrat de service public : un lien fort entre la nation et l'entreprise EDF

Des engagements renforcés d'intérêt général au financement clarifié

- Garantir la sécurité d'approvisionnement d'électricité en France en relançant les investissements dans un contexte d'évolution des besoins
- Maintenir le haut niveau de sécurité des installations
- Participer à la solidarité nationale et lutter contre l'exclusion sociale
- Contenir l'évolution des tarifs de l'électricité
- Favoriser l'aménagement du territoire
- Promouvoir un service de proximité au plus près des attentes des clients
- Lutter contre l'effet de serre et préserver l'environnement

4

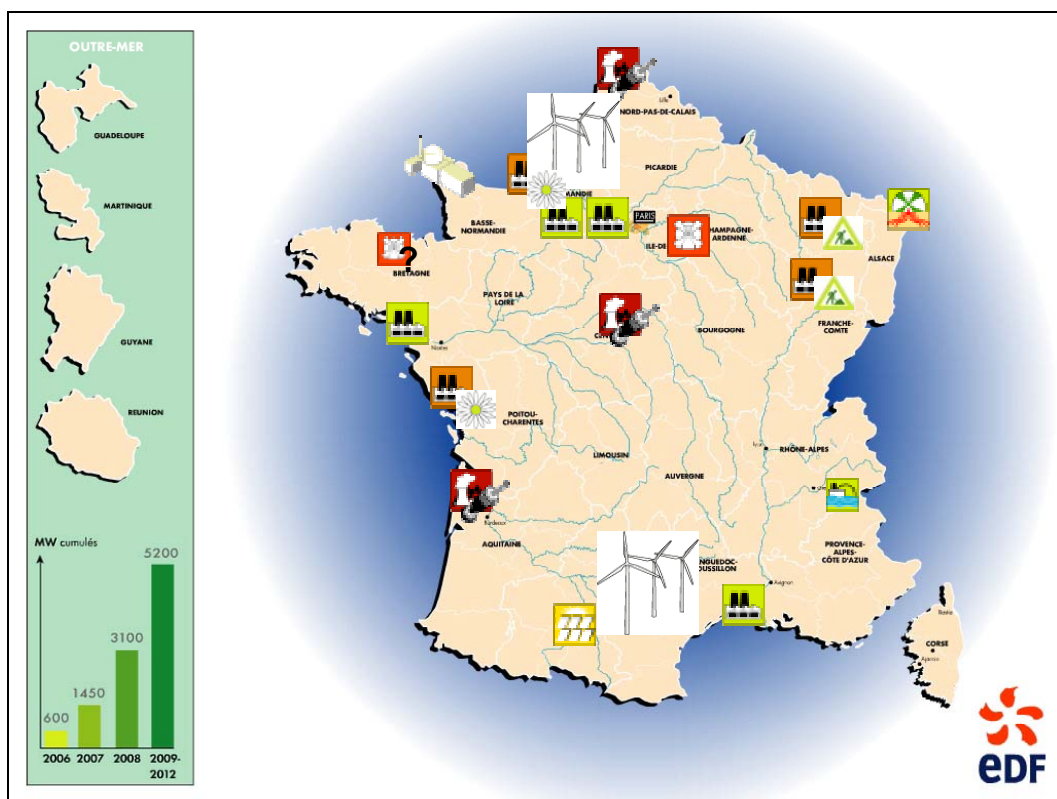


Le Contrat de service public que nous allons signer, et qui matérialise plus d'un an de travail entre les services de l'Etat et les équipes d'EDF, fait pleinement partie de notre projet industriel.

1. Sa signature est un moment important pour nous tous, hommes et femmes d'EDF. Elle concrétise la confiance faite à l'entreprise et à ses salariés dans leur capacité à assurer le service public de l'électricité du pays.
2. Ce contrat est adapté au nouveau statut de société anonyme d'EDF et à la présence de concurrents. Il distingue clairement les modes de financement des missions de service public d'une part, des recettes commerciales de l'entreprise d'autre part. Cette transparence et cette clarification du service public représentent un progrès considérable.
3. 4 mesures phares caractérisent à mes yeux l'ambition de ce contrat :
 - une hausse de 12 % des investissements de distribution sur 2006 – 2007

- une évolution des tarifs aux particuliers à un rythme ne dépassant pas l'inflation
- un engagement d'EDF de répondre en cas de besoin aux appels d'offres de production
- une attention particulière aux clients en situation de précarité
- bien entendu, il réaffirme la garantie des services : dépannage 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 en moins de 4 heures.

Il est renforcé par un très important programme d'investissements en France, que je vais à présent préciser.



Afin de répondre aux besoins, EDF a décidé de relancer l'investissement dans les moyens de production.

Ce programme est complet, il porte tout à la fois sur les moyens thermiques classiques, le nucléaire et les énergies renouvelables. Il permettra de disposer de plus de 5 000 MW de capacités supplémentaires de production à l'horizon 2012, soit l'équivalent de 5 réacteurs nucléaires actuels. Il est porteur de dynamisme économique et de milliers d'emplois pour l'industrie française.

- La remise en service **de quatre tranches fioul** - deux à Porcheville (Yvelines), une à Cordemais (Loire Atlantique) et une à Aramon (Gard) -, ainsi que la construction de 500 MW de **turbines à combustion** représentent 3 100 MW d'ici 2008. Afin de sécuriser le grand ouest, dans le respect des procédures prévues par la loi, une partie de ces turbines pourrait être implantée en Bretagne.

Nous investissons aussi pour fiabiliser **les tranches charbon** existantes et réaliser des installations de dépollution sur ces tranches, afin de prolonger leur durée de vie.

- Pour la période 2008-2010, nous allons augmenter le rendement de plusieurs centrales nucléaires grâce à l'achat de cinq turbines neuves.
- L'engagement de la tête de série EPR à Flamanville 3 contribuera à satisfaire une partie des besoins d'énergie électrique dès 2012.

Après avoir pris connaissance des conclusions des débats publics en cours, EDF engagera des études de faisabilité pour identifier les sites susceptibles d'accueillir de nouvelles tranches afin de répondre, le moment venu, à la croissance des besoins.

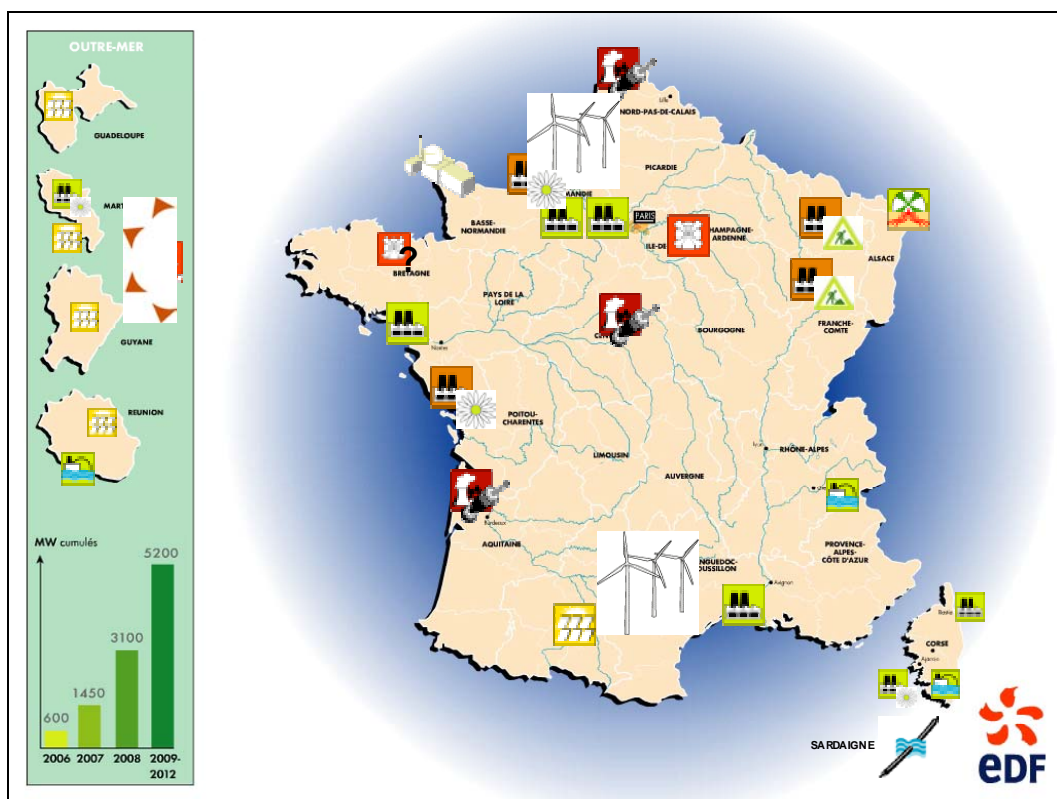
- Nous investissons dans les énergies renouvelables, en optimisant notre parc hydraulique, première des énergies renouvelables : à Gavet, près de Grenoble, nous allons construire une usine souterraine de 92 MW.

Via notre filiale TENESOL, nous participons au vigoureux développement de **l'énergie solaire**. Une nouvelle usine de fabrication sera ouverte l'an prochain à Toulouse.

S'agissant des éoliennes, EDF Energies nouvelles a pour objectif d'installer 3 300 MW à l'échelle du groupe, dont plusieurs centaines en France.

J'ajoute que nous soutenons le développement de nouvelles filières prometteuses, comme la géothermie à Soultz en Alsace.

- Enfin, grâce à son fort potentiel de R&D EDF sera un partenaire engagé des pôles de compétitivité.



Nous allons aussi investir pour sécuriser les systèmes insulaires.

Une **nouvelle liaison entre la Corse et la Sardaigne** devrait être mise en service avant la fin de l'année, si le chantier se déroule comme prévu. Cet apport de 50 MW est le premier volet du plan de sécurisation de l'île.

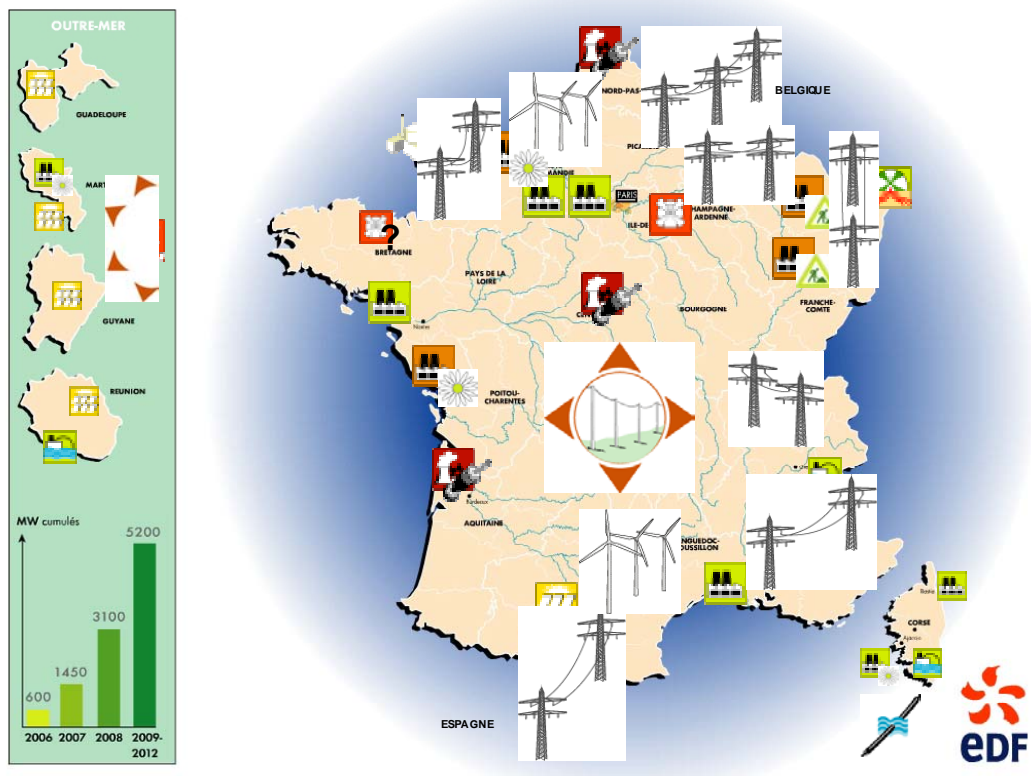
A l'horizon 2010, un **renouvellement très important des moyens thermiques** des systèmes insulaires est à prévoir, pour environ 800 MW. EDF sera présent et participera aux appels d'offres correspondants. Sans attendre, nous investissons pour équiper de dispositifs de dépollution les moteurs diesels des centrales du Vazzino, en Corse, et de Bellefontaine, en Martinique.

Les **énergies renouvelables** sont très intéressantes pour les systèmes insulaires, ce qui justifie nos investissements dans ce domaine. Via notre filiale TENESOL, nous développons activement l'énergie solaire en Corse et dans les DOM.

S'agissant de l'hydraulique, nous prévoyons deux aménagements importants, sous réserve, bien entendu, de l'aboutissement des procédures:

- en Corse du Sud, un projet de barrage de 54 MW sur le Rizzanese,
- à la Réunion, un projet de suréquipement de l'installation hydroélectrique de la Rivière de l'Est qui apportera 20 MW de pointe.

Enfin, au titre de la sécurisation en cas de très gros aléa, EDF va se doter d'un groupe de production de secours de forte puissance (20 à 25 MW) pouvant être mobilisé en un seul transport aérien.



Nous allons augmenter nos investissements dans les réseaux électriques, éléments essentiels de la sécurisation de l'alimentation électrique des territoires.

Le réseau de transport, dont les investissements sont placés sous la responsabilité de RTE EDF Transport, filiale du groupe, sous le contrôle de la Commission de régulation de l'énergie, poursuit son programme de consolidation engagé après les tempêtes de 1999. De plus, RTE EDF Transport conduit des projets pour de nouveaux ouvrages :

- les interconnexions nécessaires à la solidarité électrique européenne (Belgique et Espagne)
- les projets de sécurisation des régions (PACA, Rhône Alpes, Alsace)
- l'accompagnement des grands projets d'infrastructure (EPR, TGV Est)

Pour les réseaux de distribution, nous allons reprendre les investissements en les augmentant de 6% par an en 2006 et en 2007. Cet engagement est inscrit dans notre contrat de Service

public. Ces investissements bénéficieront en priorité à la sécurisation des réseaux, à la sécurité et à l'environnement qui correspondent à une attente forte des clients et des collectivités.

Vous le voyez, à travers le programme ambitieux d'investissements que je viens d'évoquer, EDF entre dans une nouvelle phase de son développement.

En outre, je tiens à rappeler avec force que le Contrat de service public fait partie de notre projet industriel et que notre projet lui-même le renforce. Car, dans toutes ses dimensions, le projet d'EDF sert les intérêts de notre pays, par les investissements et les emplois qu'ils génèrent. Il sert son rayonnement en donnant à EDF, dans le contexte d'ouverture des marchés en Europe, la capacité de tenir son rôle historique, d'être un fleuron de l'industrie française, leader mondial du nucléaire, et un champion français en Europe.